

Audience publique du 7 février 2007

Recours formé par Madame ... et Monsieur ..., contre une décision du directeur de
l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 21426 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 23 mai 2006 par Madame ..., demeurant à L-..., et Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 1^{er} mars 2006 rejetant comme n'étant pas fondée une réclamation du 11 janvier 2002 contre le bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de l'année 1999, émis le 11 octobre 2001 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 23 octobre 2006 ;

Vu les pièces versées en cause et la décision entreprise ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, Madame ... et Monsieur ... en leurs observations respectives, ainsi que Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en ses plaidoiries à l'audience publique du 17 janvier 2007.

Le 11 octobre 2001, le bureau d'imposition Dudelange émit un bulletin de l'impôt sur le revenu à l'égard des époux ...-... pour l'année 1999.

Le 11 janvier 2002, Madame ... introduisit une réclamation à l'encontre dudit bulletin d'impôt.

Par une décision du 1^{er} mars 2006, le directeur de l'Administration des Contributions directes, ci-après « le directeur », rejeta comme non fondée la réclamation.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 23 mai 2006, Madame ... et Monsieur ... ont introduit un recours en réformation contre la décision directoriale du 1^{er} mars 2006.

Au vœu des dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts, communément appelée « Abgabenordnung », en abrégé « AO », et de l'article 8 (3) 1, de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal est compétent pour statuer comme juge du fond sur le recours dirigé contre une

décision du directeur statuant sur une réclamation portée devant lui contre un bulletin de l'impôt sur le revenu.

Le délégué du Gouvernement conclut en premier lieu à l'irrecevabilité du recours introduit par Monsieur ... à l'encontre d'une décision à laquelle il n'est ni partie, ni représenté.

Il échet de relever que le bulletin d'impôt litigieux relatif à l'année d'imposition 1999 fut adressé tant à Monsieur ... qu'à son épouse, Madame ..., tel que cela ressort du bulletin lui-même.

Il échet encore de constater que la réclamation introduite en date du 11 janvier 2002 dirigée contre ledit bulletin, n'a été signée que par Madame ..., le nom de son époux figurant seulement à l'entête de la réclamation.

Une réclamation introduite par un époux en son seul nom ne rend pas automatiquement l'autre époux partie à cette voie de recours. Il s'ensuit qu'en l'absence de réclamation séparée par le conjoint, le recours contentieux introduit par les deux époux encourt l'irrecevabilité dans la mesure où il est introduit au nom du conjoint n'ayant pas réclamé (TA 14 juillet 2003, n° 11119 du rôle, Pas. adm. 2006, V° Impôts, XI. Procédure contentieuse, n° 441, p. 538 et autres références y citées).

Il s'ensuit qu'à défaut pour Monsieur ... d'avoir réclamé contre le bulletin d'impôt sur le revenu pour l'année 1999, son recours contentieux dirigé contre la décision directoriale du 1^{er} mars 2006 est irrecevable, en ce qu'il n'a pas saisi préalablement le directeur d'une réclamation dirigée contre le bulletin d'impôt litigieux.

Cette conclusion n'est pas éternuée par les développements à l'audience de Madame ... quant à l'absence de son mari au moment de l'introduction de la réclamation.

Pour le surplus, le recours en réformation, en ce qu'il a été introduit par Madame ... est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Madame ... reproche en premier lieu au directeur d'avoir confirmé la valeur estimée de réalisation de 7.500.000 LUF retenue par le bureau d'imposition de Dudelange pour le dépôt-hangar, sis à Bettembourg, rue Jean, retiré de l'entreprise pour être transféré dans le patrimoine privé de l'exploitant.

Elle se réfère actuellement à une expertise du cabinet d'experts A.E.L. datée du 25 janvier 1999 ayant retenu pour l'immeuble une valeur d'un montant de 6.250.000 LUF et elle estime que cette valeur devrait être retenue pour la détermination du bénéfice de cession.

Le délégué du Gouvernement estime que la critique de Madame ... ne serait pas fondée au vu des explications fournies par le directeur.

Le directeur explique que la valeur de 4.000.000 LUF initialement déclarée n'a pas été retenue par le bureau d'imposition pour cause de son insuffisance manifeste. Il fait valoir ensuite qu'une évaluation du loyer brut annuel au multiple de quatorze, procédé correspondant aux réalités du marché immobilier, porterait la valeur cet immeuble à 8.400.000 LUF (600.000 x 14), étant entendu qu'il résulte du compte de profits et pertes de l'entreprise

Toitures ...-... S.A. qu'un loyer d'un montant de 600.000 LUF a été mis en compte pour le dépôt-hangar. Dans la mesure où le bureau d'imposition a encore diminué la valeur ainsi obtenue d'un montant de 900.000 LUF, le directeur a retenu qu'en conséquence « *c'est par une juste appréciation que le bureau d'imposition a augmenté la valeur estimée de réalisation déclarée de l'immeuble en la portant à 7.500.000 francs* ».

Le tribunal constate que Madame ... a déclaré initialement en date du 19 mai 2000, auprès du bureau d'imposition, un montant de 4.000.000 LUF en tant que valeur estimée de réalisation de l'immeuble en question, et ce alors qu'elle disposait d'ores et déjà du rapport d'expertise AEL daté du 25 janvier 1999, rapport que la demanderesse n'a pas communiqué au bureau d'imposition.

Il résulte entre autre du dossier fiscal, et en particulier de la réclamation introduite par la demanderesse, que celle-ci n'a pas non plus soumis ledit rapport d'expertise au directeur, de sorte qu'elle ne saurait pas faire grief à ce dernier de ne pas avoir tenu compte d'une expertise qui ne lui avait pas été soumise et d'avoir avalisé l'évaluation faite par le bureau d'imposition.

Le tribunal étant cependant en l'espèce saisi d'un recours en réformation, il lui échet de vérifier si le rapport d'expertise en question n'aurait pas été de nature à amener le directeur à retenir le montant de 6.250.000.- LUF avancé par Madame

Le tribunal se trouvant actuellement confronté à deux évaluations de l'immeuble, à savoir celle retenue par le bureau d'imposition d'un montant de 7.500.000 LUF et celle retenue par le bureau d'expertise d'un montant de 6.250.000 LUF, il y a lieu, à défaut de connaissances techniques adéquates lui permettant de procéder lui-même à l'évaluation de l'immeuble, de commettre, avant tout autre progrès en cause, un expert avec la mission plus amplement détaillée au dispositif du présent jugement, tous autres droits et moyens étant réservés.

Par ces motifs ;

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

se déclare compétent pour connaître du recours en réformation ;

déclare le recours en réformation irrecevable, en ce qu'il a été introduit par Monsieur ... ;

reçoit le recours en réformation en la forme pour le surplus ;

avant tout autre progrès en cause, tous autres droits et moyens des parties étant réservés, nomme expert :

Monsieur Jean-Claude HENGEN, ingénieur, demeurant à L-5652 Mondorf-les-Bains, 4, rue Michel Rodange ;

avec la mission de procéder dans un rapport écrit, détaillé et motivé à l'évaluation de la valeur vénale de l'immeuble inscrit au cadastre de la commune de Bettembourg,

section A de Bettembourg, parcelle numéro 936/6366 d'une contenance de 4a 70 ca, compte tenu du marché immobilier tel qu'il s'est présenté en 1999 ;

invite l'expert à remettre son rapport pour le 5 avril 2007 au plus tard et à solliciter un report de cette date au cas où il n'arriverait pas à remettre son rapport dans le délai lui imparti ;

ordonne à la partie demanderesse de consigner la somme de 750 € (sept cent cinquante) à titre d'avance à valoir sur les frais et honoraires de l'expert à la caisse des consignations et d'en justifier au tribunal,

réserve les frais ;

fixe l'affaire au rôle général.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 7 février 2007 par :

Mme Lenert, vice-président,
Mme Thomé, juge,
M. Sünner, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

s. Schmit

s. Lenert